

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X I I I ° L É G I S L A T U R E



Recueil statistiques

2009 - 2010

www.assemblee-nationale.fr



STATISTIQUES 2009-2010

13^e LÉGISLATURE

Statistiques concernant la session 2009-2010

(1^{er} octobre 2009 – 30 septembre 2010)

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

UMP	Groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
SRC	Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
GDR	Groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
NC	Groupe du Nouveau Centre.
NI	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET.	Commission des affaires étrangères.
CULT.	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE.	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.	Commission des affaires économiques
FIN.	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.	Commission des affaires sociales.

DIVERS

adt(s).	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion	Commission.
CMP	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel (Débats de l'Assemblée nationale).
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.
SE	Secrétariat d'État.

SIGNES

-	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	7
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES	8
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	9
1.2.1. Remplaçants devenus députés	9
1.2.2. Ministres reprenant leur mandat de députés	9
1.2.3. Élections partielles	9
1.2.4. Sièges vacants	9
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	41
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	9
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFIÉES PAR LE GOUVERNEMENT	10
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	42
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	10
1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	10
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	10
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	10
2. BILAN D'ACTIVITÉ	11
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	12
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	12
2.2.1. Sessions et séances publiques	12
2.2.2. Impressions parlementaires	13
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	14
2.3.1. Travaux des commissions du 1 ^{er} octobre 2009 au 30 juin 2010	14
<i>ANNEXE III. – Commissions élargies</i>	43
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	15
2.3.2.1. Textes non budgétaires	15
2.3.2.2. Textes budgétaires	15
2.3.2.3. Rapports d'information	15
2.3.2.4. Rapports d'application	15
<i>ANNEXE IV. – Missions d'évaluation</i>	44
2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	16
2.4.1. Délégations de l'Assemblée nationale	16
2.4.2. Offices parlementaires	16

2.5. AUTRES COMMISSIONS	17
2.5.1. Commission chargée des affaires européennes	17
2.5.1.1. Travaux de la commission chargée des affaires européennes	17
2.5.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	17
<i>ANNEXE V. – Listes des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i>	46
2.5.2. Commissions d'enquête	17
<i>ANNEXE VI. – Liste des commissions d'enquête</i>	48
2.5.3. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	17
2.5.4. Commissions <i>ad hoc</i>	17
3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	19
3.1. BILAN LÉGISLATIF	20
3.1.1. Projets de loi	20
3.1.2. Propositions de loi	21
<i>ANNEXE VII. – Liste des propositions de loi rejetées</i>	49
3.1.3. Récapitulation	22
<i>ANNEXE VIII. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	50
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	22
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	22
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	23
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	25
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	26
4.1.1. Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement (art. 48, al. 2, C.)	26
4.1.2. Semaines de l'Assemblée nationale (art. 48, al.3, C.)	26
4.1.3. Semaines réservées au contrôle du Gouvernement (art. 48, al. 4, C.)	27
4.1.4. Jours de séance réservés à un groupe d'opposition ou minoritaire (art. 48, al.5, C.)	27
<i>ANNEXE IX. – Liste des textes examinés</i>	56
<i>ANNEXE X. – Calendrier de l'ordre du jour partagé</i>	58
4.2. PROCÉDURES D'EXAMEN SIMPLIFIÉES	28
4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 103 R	28
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE	28
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	28
4.5. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS DE LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE	29
4.5.1. Commissions mixtes paritaires	29
<i>ANNEXE XI. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	59
4.5.2. Déclarations de la procédure accélérée	29
4.6. AMENDEMENTS	30
4.6.1. Origine et sort des amendements	30
4.6.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs	31
4.7. VOTES BLOQUÉS	31
4.8. PROCÉDURES DE VOTE	31
4.8.1. Scrutins	31
<i>ANNEXE XII. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	61
4.8.2. Vérifications du quorum	31

4.9. INCIDENTS DE SÉANCE	32
4.9.1. Rappels au Règlement	32
4.9.2. Faits personnels	32
4.9.3. Peines disciplinaires	32
4.10. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	32
<i>ANNEXE XIII. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	64
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	33
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT	34
<i>ANNEXE XIV. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	66
5.2. DÉBATS	34
6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	35
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	36
6.2. MOTIONS DE CENSURE	36
7. QUESTIONS	37
7.1. QUESTIONS ORALES	38
7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement	38
7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat	38
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	38
7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites	38
7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites "signalées"	38
<i>ANNEXE XV. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales</i>	68
– <i>Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites</i>	70

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2009			Au 30 septembre 2010		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
UMP	307	7	314	307	7	314
SRC	188	16	204	188	16	204
GDR	25	–	25	26	–	26
Nouveau Centre	22	2	24	23	2	25
Total des groupes	542	25	567	544	25	569
Députés non-inscrits.....	///	///	9	///	///	8
Total des sièges pourvus			576 ⁽¹⁾			577 ⁽²⁾
Sièges vacants.....	///	///	1 ⁽³⁾	///	///	0
Total des sièges			577			577

(1) Dont 108 femmes : 44 UMP, 57 SRC, 5 GDR, 1 NC 1 NI.

(2) Dont 111 femmes : 47 UMP, 58 SRC, 5 GDR, 0 NC, 1 NI.

(3) Il s'agit de la 12^e circonscription des Yvelines.

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽¹⁾

1.2.1. Remplaçants devenus députés : 7 (Art. L.O. 176 du code électoral)

Après :

– décès	3
– nomination à des fonctions ministérielles	3
– nomination au Conseil Constitutionnel	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	1

1.2.2. Ministres reprenant leur mandat de députés ⁽²⁾ : 2

1.2.3. Élections partielles : 3 (Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– élection au Sénat	–
– annulation d'opérations électorales	1
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176 du code électoral	–
– dont démission volontaire	1
– dont démission d'office	1

1.2.4. Sièges vacants au 30 septembre 2010 : 0

1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 1 ^{er} octobre 2009	–	–
Enregistrées en cours de période	2	1 ⁽³⁾
Requêtes :		
– devenues sans objet	–	–
– rejetées	1	1 ⁽³⁾
– suivies d'annulation	1	1 ⁽³⁾
En instance au 30 septembre 2010.....	–	–

(1) Voir annexe I, p. 41.

(2) En application de l'article 25 de la Constitution (loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008).

(3) Il s'agit du siège de la 12^e circonscription des Yvelines.

1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions confiées au cours de la période	18
Missions en cours au 30 septembre 2010	5

1.5. Immunités parlementaires

1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	—
----------------------------------------------------	---

1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale.....	—
-----------------------------------------	---

1.6. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel.....	—
-------------------------------------------	---

(1) Voir annexe II, p. 42.

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽²⁾	Évaluation et contrôle	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2009-2010 ⁽¹⁾ (séances du 1 ^{er} octobre 2009 au 30 juin 2010)	114	240	931 h 40	658 h 15	113 h 10	41 h 50	96 h 20	12 h 30	9 h 35
1 ^{re} session extraordinaire de 2010 ⁽³⁾ (séances du 1 ^{er} au 13 juillet 2010)	7	16	58 h 40	52 h 00	—	4 h 40	2 h 00	—	—
2 ^e session extraordinaire de 2010 ⁽⁴⁾ (séances du 7 au 30 septembre 2010)	11	25	108 h 10	104 h 55	—	—	3 h 15	—	—
Total	132	281	1 098 h 30	815 h 10	113 h 10	46 h 30	101 h 35	12 h 30	9 h 35

(1) L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux du 24 décembre 2009 au 10 janvier 2010, du 1^{er} mars au 21 mars 2010 et du 12 au 25 avril 2010.

(2) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2010.

(3) A la demande du Premier ministre, par décret du 22 juin 2010 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 23 juin 2010).

(4) A la demande du Premier ministre, par décret du 13 juillet 2010 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 14 juillet 2010).

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents ⁽¹⁾	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	123	6 495	9	930	132	7 425
Propositions de loi	380	4 474	–	–	380	4 474
Propositions de résolution	56	632	–	–	56	632
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	867	11 271	–	–	867	11 271
Rapports législatifs ⁽²⁾	178	23 704	53	6 930	231	30 634
Rapports d'information ⁽³⁾	88	14 218	///	///	88	14 218
Autres rapports ⁽⁴⁾	12	2 312	///	///	12	2 312
Avis	22	2 914	66	5 201	88	8 115
TOTAL	1 726	66 020	128	13 061	1 854	79 081

(1) Le nombre de documents imprimés tient compte de l'édition des documents rectifiés.

(2) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(3) Rapports d'information des commissions permanentes, des délégations et des missions d'information.

(4) Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2010

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Réunions										
Nombre	65	106	97	89	43	68	123	95	8	694
Durée	129 h 00	202 h 00	127 h 00	175 h 15	61 h 45	128 h 00	218 h 15	141 h 00	14 h 30	1 196 h 45
<i>dont examen budgétaire</i>	22 h 00	18 h 50	19 h 45	9 h 15	27 h 45	11 h 10	93 h 30	18 h 30	-	220 h 45
<i>dont commission élargie ⁽¹⁾</i>	15 h 40	18 h 50	12 h 15	3 h 25	2 h 45	11 h 10	55 h 00	13 h 25	///	
Auditions										
Membres du Gouvernement	10	18	17	21	4	13	22	13	2	120
Autres personnalités	67	24	26	48	25	31	43	30	1	295
<i>dont auditions publiques :</i>										
- <i>Membres du Gouvernement</i>	9	9	11	9	-	11	6	10	-	65
- <i>Autres personnalités</i>	63	18	11	1	-	18	27	300	-	438
Total	77	42	43	69	29	44	65	43	3	415
Examen des textes										
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	1	4	59	7	4	6	13	13	-	107
Propositions de loi	38	41	-	77	4	18	24	157	1	360
Propositions de résolution	2	11	2	4	1	8	4	12	-	44
<i>dont sur PAC</i>	-	3	2	1	-	1	1	5	-	13
Total	41	59	61	89	9	33	42	187	1	522
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	-	5	56	2	2	3	7	15	-	90
Propositions de loi	7	3	-	4	-	-	-	7	1	22
Propositions de résolution	1	3	1	2	-	1	3	5	-	16
<i>dont sur PAC</i>	1	3	1	1	-	1	2	5	-	14
Total	8	11	57	8	2	4	10	27	1	128
Rapports déposés										
En première lecture :										
sur des projets de loi	-	7	41	3	3	2	7	19	-	82
sur des propositions de loi	7	8	-	9	1	1	2	18	1	47
sur des propositions de résolution	-	1	2	2	-	-	2	2	-	9
<i>dont sur PAC</i>	-	1	2	-	-	-	1	2	-	6
Total	7	17	43	14	4	3	12	41	1	142
<i>dont rapports conjoints</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
En deuxième lecture et lectures suivantes :										
sur des projets de loi	-	1	-	-	-	-	1	7	-	9
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Total	-	1	-	-	-	-	1	9	-	11
Rapports d'application (art. 145, al. 7)	-	2	-	1	-	-	1	1	-	5
Total des rapports	7	20	43	15	4	3	14	51	1	158
Annexes au rapport général	///	///	///	///	///	///	49	///	///	49
Avis										
sur le PLF de l'année	9	13	9	6	8	7	-	9	-	61
sur d'autres PLF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des projets de loi	1	2	-	4	-	2	7	5	-	21
sur des propositions de loi	-	-	-	2	1	-	2	-	-	5
sur des propositions de résolution	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
<i>dont sur PAC</i>	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	10	16	9	13	9	9	9	14	-	89
Missions d'information										
Rapports d'information déposés	3	3	8	10	4	2	8	6	-	44
Rapports d'information budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Voir annexe III, page 43.

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
Commissions saisies au fond :						
– projets de loi	68	13	1	–	1	83
– propositions de loi	24	14	4	3	–	45
– propositions de résolution	7	4	–	1	–	12
<i>dont sur PAC</i>	5	3	–	–	–	8
Total	99	31	5	4	1	140
Commissions saisies pour avis :						
– projets de loi	18	–	–	2	–	20
– propositions de loi	6	–	–	–	–	6
– propositions de résolution	1	–	–	–	–	1
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–
Total	25	–	–	2	–	27

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
Commission des finances :						
– rapporteur général	3	–	–	–	–	3
– rapporteurs spéciaux	31	15	1	3	–	50
Autres commissions (avis) :						
– sur la loi de finances annuelle.....	36	15	3	4	–	58
– sur les autres lois de finances	–	–	–	–	–	–

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
– Rapports d'information des commissions permanentes...	49	20	1	1	–	71
– Rapports d'information budgétaires.....	–	–	–	–	–	–

2.3.2.4. Rapports d'application ⁽²⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
	8	4	–	–	–	12

(1) Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information créées par la Conférence des Présidents, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe IV du présent bulletin.

(2) Article 145-7 du Règlement de l'Assemblée nationale, devenu l'article 145-7 (résolution du 27 mai 2009).

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.....	29	35 h 15	–	24	5

2.4.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ...	24	64 h 15	–	40	12

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commission chargée des affaires européennes ⁽¹⁾

2.5.1.1. Travaux de la commission chargée des affaires européennes

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application de l'article 88-4 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
46	69 h 15	11	10	34	770	8

2.5.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2009	1 089
Textes transmis durant la période	1 606
Textes retirés ou devenus définitifs	522
Textes en instance au 30 septembre 2010	267

2.5.2. Commissions d'enquête ⁽³⁾

– Commissions constituées durant la période	2
– Rapports déposés	1

2.5.3. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

2.5.4. Commissions *ad hoc*

Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

(1) Article 88-4 de la Constitution (révision constitutionnelle du 23 juillet 2008).

(2) Voir annexe V, p. 46, la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution. Voir aussi, ci-après, 3.4 : Répartition par groupe des propositions de résolution.

(3) Voir annexe VI, p. 48, la liste des commissions d'enquête.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. État d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} octobre 2009	76	30	106
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2009	42	22	64
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2009	8	3	11
Total.....	126	55	181
Textes retirés.....	–	–	–
Total des textes pris en compte	126	55	181

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	3	–	1	3	7
	Au Sénat	46	2	–	–	9	57
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale	17	–	–	–	7	24
	Au Sénat	///	1	–	–	1	2
Total.....		63	6	–	1	20	90
Rejets.....		–	–	–	–	–	–

En instance au 30 septembre 2010		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		68	2	–	–	–	70
Au Sénat ⁽²⁾		19	1	1	–	–	21
Total.....		87	3	1	–	–	91

(1) Il s'agit uniquement des projets de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2009	347	17	364 ⁽²⁾
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2009	794	42	836
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2009	16	1	17
Total	1 157	60	1 127
Textes retirés.....	4	–	4
Total des textes pris en compte	1 153	60	1 213

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	4	–	–	–	4
	Au Sénat	5	1	–	–	1	7
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale	5	–	–	–	–	5
	Au Sénat	///	6	–	–	–	6
Total.....		10	11	–	–	1	22
Rejets		16	–	–	–	–	16 ⁽³⁾

En instance au 30 septembre 2010		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		1 149	–	–	–	–	1 149
Au Sénat		21 ⁽⁴⁾	5	–	–	–	26
Total.....		1 170	5	–	–	–	1 175

(1) Il s'agit uniquement des propositions de lois déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 10 propositions de loi constitutionnelle et 13 propositions de loi organique.

(3) Dont 1 proposition Sénat, voir annexe VII, p. 49, la liste des propositions de loi rejetées.

(4) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées en 1^{er} lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	182	90 ⁽²⁾	87
Propositions de loi	1 213	22	23
Total	1 395	112	110

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins d'1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale	2	5	2	19	23	10	3	–	234 jours
	Dépôts Sénat	–	–	–	4	13	8	–	1	383 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	–	–	2	–	5	2	1	1	430 jours
	Dépôts Sénat	–	–	2	4	2	1	–	2	305 jours

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Enregistrées	281	32	21	12	1	347
Irrecevables au dépôt.....	–	–	–	–	–	–
Déposées.....	281	32	21	12	1	347
Retirées	4	–	–	1	–	5
Irrecevables en séance :						
– art. 40 C.	–	–	–	–	–	–
– art. 41 C.	–	–	–	–	–	–
Rejetées.....	–	11	4	–	–	15 ⁽³⁾
Adoptées définitivement	9	1	–	1	–	11

(1) Voir annexe VIII, p. 50, la liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 55 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(3) Voir annexe VII, p. 49, la liste des propositions de loi rejetées.

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Modification du Règlement :						
• déposées	–	1	1	–	–	2
• rejetées	–	1	–	–	–	1 ⁽¹⁾
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Constitution de commission d'enquête :						
• déposées	8	5	16	1	1	31
• retirées	1	–	1	–	–	2
• adoptées	–	1	–	1	–	2 ⁽²⁾
Sur des propositions d'actes communautaires ⁽³⁾ :						
• déposées :						
– par un rapporteur de la commission des affaires européennes.....	6	2	–	–	–	8
– par un député	1	2	1	–	–	4
• rejetées	–	–	–	–	–	–
• considérées comme adoptées	8	5	–	–	–	13
• adoptées	–	1	–	–	–	1 ⁽⁴⁾
Suspension de détention ou de poursuites :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–
Mise en accusation devant la Haute Cour :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–
Application Art. 34-1 de la Constitution :						
• déposées	7	4	1	–	–	12
• retirées.....	1	–	–	–	–	1
• adoptées.....	1	1	–	–	–	2 ⁽⁵⁾

(1) Résolution n° 2491 de M. Ayrault et plusieurs de ses collègues tendant à réviser le Règlement examinée en séance le 17 juin 2010, vote de rejet le 22 juin 2010.

(2) Voir annexe VI, page 48, la liste des commissions d'enquête.

(3) Voir annexe V, page 46, la liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.

(4) Résolution n° 2261 rectifiée de M. Ayrault visant à promouvoir l'harmonisation des législations européennes applicables aux droits de femmes, adoptée le 23 février 2010.

(5) Résolution n° 2455 de M. Copé sur l'attachement au respect des valeurs républicaines face au développement de pratiques radicales qui y portent atteinte, adoptée le 11 mai 2010 et résolution n° 2291 de M. Gorce incitant le Gouvernement français à connaître la situation d'un ressortissant tchadien, adoptée le 25 mars 2010.

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour ⁽¹⁾

4.1.1. Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2, C. ^(*)

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5, C.).

Nombre de séances	115
– soit en heures	445 h 10
Nombre de débats	3
Nombre de textes examinés	75
<i>dont</i>	
– projets de loi	67
<i>dont 34 conventions</i>	
– propositions de loi	8
– propositions de résolution	–

4.1.2. Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 3, C.) ^(*)

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al.5, C.).

Nombre de séances	30
– soit en heures	115 h 30
Nombre de débats	2
Nombre de textes examinés	23 ⁽²⁾
– par priorité à la demande du Gouvernement (en application de l'art. 48, al. 3, C.)	
<i>dont</i>	
– projets de loi	1
– autres	
<i>dont</i>	
– projets de loi	5
– propositions de loi	16
– propositions de résolution	1

^(*) Loi constitutionnelle du 23 juillet 2008.

⁽¹⁾ Voir annexe X, p. 58, calendrier de l'ordre du jour partagé.

⁽²⁾ Voir annexe IX, p. 56, la liste des textes examinés.

4.1.3. Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4, C. ^(*)

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al.5, C.).

Nombre de séances	39
– soit en heures	141 h 10
Nombre de débats	17
Nombre de séances de questions	
<i>dont</i>	
– questions d'actualité au Gouvernement	11
– questions orales sans débat	10
– questions à un membre du gouvernement	–
Nombre de textes examinés	20 ⁽¹⁾
– par priorité à la demande du Gouvernement (en application de l'art. 48, al. 3, C.)	
<i>dont</i>	
– projets de loi	3
– autres	
<i>dont</i>	
– projets de loi	8
– propositions de loi	7
– propositions de résolution	2

4.1.4. Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'article 48, al. 5, C.) ^(*)

Nombre de séances	18
– soit en heures	64 h 50
Nombre de débats	3
Nombre de textes examinés	28 ⁽¹⁾
<i>dont</i>	
– projets de loi	–
– propositions de loi	22
– propositions de résolution	6

^(*) Loi constitutionnelle du 23 juillet 2008.

⁽¹⁾ Voir annexe IX, p. 56, la liste des textes examinés.

4.2. Procédures d'examen simplifiées

4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 103 R.

Textes ayant fait l'objet d'une demande	49
– oppositions	2
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	47

4.3. Motions de procédure

(Art. 91R., 122R. et 128R.) ⁽¹⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Rejet préalable	38	–
Renvoi en commission	37	–
Motion référendaire	1	–
Demande d'ajournement	–	–

4.4. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	6
– d'une commission	–
– d'un député	–

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions discutées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.5. Commissions mixtes paritaires et déclarations de la procédure accélérée ⁽¹⁾

4.5.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale).....	19	–	19
• Deuxième lecture	3	1	4
• Lectures suivantes	–	–	–
Total	22	1	23
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	21	1	22
• Rapports négatifs.....	1	–	1
Total	22	1	23
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP.....	20	1	21
– dont à l'Assemblée Nationale	10	–	10
• avec amendements.....	2	–	2
• sans amendement	8	–	8
– dont au Sénat.....	10	1	11
• avec amendements	5	–	5
• sans amendement	5	1	6
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture.....	–	–	–
• Adoption en lecture définitive			
– dernier texte Assemblée nationale	1	–	1
• avec amendements.....	–	–	–
• sans amendement	1	–	1
– texte CMP	–	–	–
• Textes restant en instance	1	–	1
Total	22	1	23

4.5.2. Procédures accélérées

Procédures accélérées	22
<i>dont :</i>	
– sur des projets de loi	20
– sur des propositions de loi	2

(1) Voir annexe XI, p. 59.

4.6. Amendements

4.6.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouv.	Cions	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	SRC	GDR	NC	NI	
Enregistrés	498	501	4 135	15 607	1 936	1 027	72	23 776
Irrecevables au dépôt :								
– Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ou L.O relative au financement de la sécurité sociale) ⁽²⁾	///	17	326	373	155	137	2	1 010
Irrecevables en séance :								
– Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 41 C. ⁽³⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 44 C. ⁽⁴⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 98, alinéa 5 R. ⁽⁵⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 127 R. ⁽⁶⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Recevables	498	484	3 809	15 234	1 781	890	70	22 766
Retirés avant discussion	51	13	221	142	50	62	9	548
Adoptés	399	383	1 233	219	32	96	–	2 362

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(3) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(4) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(5) Irrecevabilité des amendements "hors du cadre" du projet ou de la proposition de loi.

(6) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

4.6.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs ⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	66 ⁽³⁾	23	4	10	2	2	3	2

4.7. Votes bloqués

Nombre de demandes 21

4.8. Procédures de vote

4.8.1. Scrutins ⁽⁴⁾

Scrutins publics ordinaires.....	178
<i>dont :</i>	
– sur la prolongation d'une intervention des forces armées en application de l'article 35 de la Constitution	–
– sur des motions de procédure	7
– sur le passage à la discussion des articles	–
– sur une demande de constitution de commission spéciale.....	–
– sur des propositions de modification de l'ordre du jour.....	–
– sur des textes	171
Scrutins publics à la tribune.....	–
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances	2
<i>dont :</i>	
– à l'Assemblée nationale.....	2
– au Congrès du Parlement	–
Scrutins secrets	1

4.8.2. Vérifications du quorum.....

–

(1) Voir aussi annexe VIII, p. 50, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés en séance publique à l'Assemblée Nationale, toutes lectures confondues.

(3) Dont 55 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux (art. 128 du Règlement).

(4) Dont 52 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement (voir annexe XII, p. 61).

4.9. Incidents de séance

4.9.1. Rappels au Règlement	335
4.9.2. Faits personnels	–
4.9.3. Peines disciplinaires	2

4.10. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	2
Application de l'article 41 de la Constitution.....	–
Application de l'article 54 de la Constitution.....	–
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	7
<i>dont :</i>	
– <i>Lois organiques</i>	7
– <i>Règlement des Assemblées</i>	–
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	17
Application de l'article 74 de la Constitution.....	–

(1) (1) Voir annexe XIII, p. 64.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement ⁽¹⁾ 6

(Article 132 du Règlement)

dont :

- avec débat 6
- sans débat -

5.2. Débats ⁽¹⁾ 1

Application de l'article 35 de la Constitution -

Application de l'article 72, alinéa 4, de la Constitution 1

(1) Voir annexe XIV, p. 66.

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	—
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	—
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	—
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	—

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	—
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	—

7

QUESTIONS

7. Questions

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement : 62 séances (dont 5 en session extraordinaire)

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions posées	372	366	93	92	6	929

7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat (12 séances)

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions posées	151	150	35	26	4	366

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions publiées	16 761	10 138	984	1 727	250	29 860
Nombre de questions après retrait.....	16 603	10 091	976	1 718	249	29 637
Nombre de réponses.....	14 627	8 406	967	1 496	201	25 697

7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées » (36 semaines)

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et "signalées" chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours).

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions	204	278	72	69	–	623

N.B. - La répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites figure en annexe XV, p. 68.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Décès : – 3 novembre 2009 <i>(J.O. 5 novembre 2009)</i> – 31 mars 2010 <i>(J.O. 2 avril 2010)</i> – 11 juin 2010 <i>(J.O. 12 juin 2010)</i>	Jean-Paul Charié (UMP) Arlette Franco (UMP) Henri Cuq (UMP)	Loiret (5 ^e) Pyrénées-orientales (2 ^e) Yvelines (9 ^e)	Marianne Dubois (UMP) Fernand Siré (UMP) Sophie Primas (UMP)	4 novembre 2009 <i>(J.O. 5 novembre 2009)</i> 1 ^{er} avril 2010 <i>(J.O. 2 avril 2010)</i> 11 juin 2010 <i>(J.O. 12 juin 2010)</i>
Nomination à des fonctions ministérielles : – 22 mars 2010 <i>(J.O. 23 mars 2010)</i> – 22 mars 2010 <i>(J.O. 23 mars 2010)</i> – 22 mars 2010 <i>(J.O. 23 mars 2010)</i>	François Baroin (UMP) Marc-Philippe Daubresse (UMP) Georges Tron (UMP)	Aube (3 ^e) Nord (4 ^e) Essonne (9 ^e)	Gérard Menuel (UMP) Jacques Houssin (UMP) Françoise de Salvador (UMP)	23 avril 2010 <i>(J.O. 24 avril 2010)</i> 23 avril 2010 <i>(J.O. 24 avril 2010)</i> 23 avril 2010 <i>(J.O. 24 avril 2010)</i>
Prolongation au-delà de 6 mois d'une mission temporaire – 5 juin 2010 <i>(J.O. 6 juin 2010)</i>	Pierre Cardo (UMP)	Yvelines (7 ^e)	Arnaud Richard (UMP)	5 juin 2010 <i>(J.O. 6 juin 2010)</i>

Ministres reprenant leur mandat de députés

Date	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Nom du ministre reprenant son siège de député	Date de proclamation
– 5 août 2010 <i>(J.O. 6 août 2010)</i> – 5 août 2010 <i>(J.O. 6 août 2010)</i>	Patrice Debray (UMP) Colette Le Moal (NC)	Haute-Saône (1 ^{er}) Yvelines (3 ^e)	Alain Joyandet (UMP) Christian Blanc (NC)	5 août 2010 <i>(J.O. 6 août 2010)</i> 5 août 2010 <i>(J.O. 6 août 2010)</i>

Élections partielles

Cause de l'élection	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Nom de l'élu	Date de proclamation
Déchéance de plein droit : – 6 août 2009 <i>(J.O. 9 août 2009)</i>	Jacques Masdeu-Arus (UMP)	Yvelines (12 ^e)	David Douillet (UMP)	18 octobre 2009 <i>(J.O. 20 octobre 2009)</i>
Démissions volontaires : – 2 mars 2010 <i>(J.O. 3 mars 2010)</i>	Didier Migaud (SRC)	Isère (4 ^e)	Marie-Noëlle Battistel (SRC)	6 juin 2010 <i>(J.O. 8 juin 2010)</i>
Annulation d'élection : – 20 mai 2010 <i>(J.O. 21 mai 2010)</i>	Jean-Frédéric Poisson (UMP)	Yvelines (10 ^e)	Anny Poursinoff (GDR)	11 juillet 2010 <i>(J.O. 13 juillet 2010)</i>

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
François Cornut-Gentille (UMP) Haute-Marne	– Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État	2 octobre 2009 – 4 mars 2010
Francis Vercamer (NC) Nord	– Économie, industrie et emploi – Emploi (SE) – Haut-commissariat à la jeunesse	2 octobre 2009 – 1 ^{er} avril 2010
Roland Blum (UMP) Bouches-du-Rhône	– Transport (SE)	10 novembre 2009 – 1 ^{er} mars 2010
Édouard Courtial (UMP) Oise	– Intérieur, Outre-mer et collectivités territoriales	23 novembre 2009 – 22 mai 2010
Pierre Cardo (UMP) Yvelines	– Écologie, énergie, développement durable et mer	4 décembre 2009 Mission prolongée Décret du 25 mai 2010
Étienne Blanc (UMP) Ain	– Espace rural et aménagement du territoire – Affaires européennes	24 décembre 2009 – 23 juin 2010
Yves Fromion (UMP) Cher	– Défense	6 janvier 2010 – 5 juillet 2010
Denis Jacquat (UMP) Moselle	– Santé et sports	20 janvier 2010 – 19 juillet 2010
Michel Diefenbacher (UMP) Lot et Garonne	– Économie, industrie et emploi	4 février 2010 – 3 août 2010
Olivier Carré (UMP) Loiret	– Économie, industrie et emploi	4 février 2010 – 3 août 2010
Marc Laffineur (UMP) Maine-et-Loire	– Économie, industrie et emploi	4 février 2010 – 3 août 2010
Frédéric Reiss (UMP) Bas-Rhin	– Éducation nationale	17 mars 2010 – 16 septembre 2010
Christophe Priou (UMP) Loire-Atlantique	– Écologie, énergie, développement durable et mer	31 mars 2010 – 30 septembre 2010
Brigitte Barèges (UMP) Tarn-et-Garonne	– Famille et solidarité (SE)	12 mai 2010
Didier Robert (app. UMP) Réunion	– Commerce, artisanat, petites et moyennes entreprises, tourisme, services et consommations (SE)	12 mai 2010
Bernard Reynès (UMP) Bouches du Rhône	– Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	25 juin 2010
Jacques Alain Bénisti (UMP) Val-de-Marne	– Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	25 juin 2010
Antoine Herth (UMP) Bas-Rhin	– Alimentation, agriculture et pêche	28 septembre 2010

Annexe III

Commissions élargies

Commissions élargies	Durée	FIN.	CULT.	AEE	AFET	SOC.	DEF.	DEVE.	LOIS
1. Enseignement scolaire	3 h 20	*	*						
2. Économie, plan de relance de l'économie	3 h 20	*		*	*				
3. Sport, jeunesse et vie associative	3 h 15	*	*						
4. Écologie, développement et aménagement durables (politique des territoires)	2 h 45	*						*	
4bis. Écologie, développement et aménagement durables	3 h 20	*		*	*			*	
5. Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales	3 h 25	*		*					
6. Immigration, asile et intégration	2 h 35	*			*				*
7. Justice	3 h 05	*							*
8. Sécurité	2 h 45	*					*		*
9. Ville et logement	3 h 40	*		*					
10. Culture	4 h 00	*	*						
11. Santé	3 h 25	*				*			
12. Administration générale et territoriale de l'État - Sécurité civile	3 h 00	*							*
13. Direction de l'action du Gouvernement - Pouvoirs publics : Conseil et contrôle de l'État	3 h 00	*							
14. Relations avec les collectivités territoriales	2 h 00	*							*
15. Recherche et enseignement supérieur	5 h 05	*	*	*				*	
16. Aide publique au développement	3 h 00	*			*				
Total	55 h 00	55 h 00	15 h 40	18 h 50	12 h 15	3 h 25	2 h 45	11 h 10	13 h 25

Annexe IV

Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Les recettes exceptionnelles de la Défense	8	15 h 30	1	22	2623 10.06.2010
Le crédit d'impôt recherche	8	19 h 30	1	48	2686 30.06.2010
L'enseignement français à l'étranger	6	14 h 00	–	45	2693 30.06.2010

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Fonctionnement de l'hôpital	15	39 h 30	1	82	2556 26.05.2010
Lutte contre la fraude sociale	5	8 h 45	–	13	Travaux en cours

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
				Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Énergie éolienne	AECO. + DEVE.	16.09.2009	16.09.2009	23	47 h 00	–	59	2398 31.03.2010
Protection des droits de l'individu dans la révolution numérique	AC. + LOIS	07.04.2010	07.04.2010	13	24 h 15	–	29	Travaux en cours

Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4 du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Révision des lois bioéthiques	17.06.2008	22.07.2008	10	16 h 45	2	10	2235 20.01.2010
Pratique du port du voile intégral sur le territoire national	23.06.2009	01.07.2009	21	49 h 30	3	35	2262 26.01.2010
Raisons des dégâts provoqués par la tempête Xynthia	30.03.2010	07.04.2010	21	28 h 30	1	40	2697 01.07.2010

Comité d'évaluation et de contrôle (Art. 146-2 du Règlement résultant de la résolution du 27 mai 2009)

	Réunions		Auditions	
	Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres
Comité d'évaluation et de contrôle	9	13 h 00	–	1

Annexe V

Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Services sociaux d'intérêt général	N ^{os} 1575 (1730, SOC.)	6 octobre 2009
Utilisation des dossiers passagers à des fins répressives	N ^{os} 1448 (1948, LOIS)	18 octobre 2009
Révision de la directive sur la fiscalité de l'épargne et la lutte contre les paradis fiscaux, les centres offshore et les juridictions non coopératives	N ^{os} 1835 (FIN.) (**)	25 octobre 2009
Situation du secteur laitier	N ^{os} 1966 (2067, ECO.)	26 novembre 2009
Mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, ou de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle	N ^{os} 1654 (2089, LOIS)	20 décembre 2009
Paquet "Médicaments"	N ^o 1998 (SOC.) (*)	26 décembre 2009
Déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport	N ^o 2135 (DEVE.) (*)	12 février 2010
Demande d'enregistrement de la dénomination "Gruyère" en appellation d'origine protégée (AOP)	N ^{os} 2369 (2375, ECO.)	13 mars 2010
Avenir des relations entre l'Union européenne et les pays territoires d'Outre-mer (PTOM)	N ^o 2302 (LOIS) (**)	26 mars 2010
Accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des caraïbes et du Pacifique	N ^{os} 2136 (2429, AFET.)	28 avril 2010
Ouverture de nouvelles négociations avec les Etats-Unis relative à un accord "Swift"	N ^o 2431 (LOIS) (**)	22 mai 2010
Projet de budget pour l'Union Européenne pour l'exercice 2011	N ^{os} 2702 (2713, FIN.)	23 juillet 2010
Pêche durable en Méditerranée	N ^{os} 2619 (2633, ECO.)	25 juillet 2010

(*) Application de l'article 151-6 du Règlement de l'Assemblée nationale

(**) Application de l'article 151-7 du Règlement de l'Assemblée nationale

Propositions de résolution adoptées en séance publique

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N^{os} des propositions de résolution (n^o du rapport, commission saisie au fond)	Date d'adoption
Promouvoir l'harmonisation des législations européennes applicables aux droits des femmes suivant le principe de la clause de la l'Européenne la plus favorisée.	N ^{os} 2261 rect. (2303, LOIS)	23 février 2010

Annexe VI

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	N° et date de dépôt du rapport
Manière dont a été programmée, expliquée et gérée la campagne de vaccination contre la grippe A (H1N1)	24 février 2010	31 mars 2010	2698 6 juillet 2010
Mécanismes de spéculation affectant le fonctionnement des économies	28 juin 2010	13 juillet 2010	Travaux en cours

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Auditions	
	Nombre	Durée	Membres du gouvernement	Autres
Manière dont a été programmée, expliquée et gérée la campagne de vaccination contre la grippe A (H1N1)	47	68 h 45	1	51
Mécanismes de spéculation affectant le fonctionnement des économies	7	8 h 15	-	8

Annexe VII

Propositions de loi rejetées

- 1 - Proposition de loi (n° 1897) relative à la suppression du crédit revolving, à l'encadrement des crédits à la consommation et à l'action de groupe (1^{re} séance du 15 octobre 2009 et 1^{re} séance du 20 octobre 2009) ;
- 2 - Proposition de loi (n° 1960) relative au droit de finir sa vie dans la dignité (1^{re} et 2^e séances du 19 novembre 2009, 1^{re} séance du 24 novembre 2009) ;
- 3 - Proposition de loi (n° 1659) relative aux fichiers de police (2^e séance du 19 novembre 2009 et 1^{re} séance du 24 novembre 2009) ;
- 4 - Proposition de loi (n° 1958) visant à réguler la concentration dans le secteur des médias (2^e séance du 19 novembre 2009 et 1^{re} séance du 24 novembre 2009) ;
- 5 - Proposition de loi (n° 1990) pour un tiers secteur de l'habitat participatif, diversifié et écologique (1^{re} séance du 3 décembre 2009 et 2^e séance du 8 décembre 2009) ;
- 6 - Proposition de loi (n° 1993) visant à prendre des mesures urgentes pour le logement (1^{re} séance du 3 décembre 2009 et 2^e séance du 8 décembre 2009) ;
- 7 - Proposition de loi (n° 1991) instaurant une planification écologique (2^e séance du 3 décembre 2009 et 2^e séance du 8 décembre 2009) ;
- 8 - Proposition de loi (n° 1992) sur le droit au revenu des agriculteurs (2^e séance du 3 décembre 2009 et 2^e séance du 8 décembre 2009) ;
- 9 - Proposition de loi (n° 357) relative à l'extension du régime de retraite complémentaire obligatoire aux conjoints et aides familiaux de l'agriculture (1^{re} séance du 21 janvier 2010 et 2^e séance du 26 janvier 2010) ;
- 10 - Proposition de loi (n° 2149) relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services (2^e séance du 21 janvier 2010 et 2^e séance du 26 janvier 2010) ;
- 11 - Proposition de loi (n° 2295) visant à instituer la présence effective de l'avocat dès le début de la garde à vue (1^{re} séance du 25 mars 2010) ;
- 12 - Proposition de loi (n° 1468) relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité (2^e séance du 25 mars 2010) ;
- 13 - Proposition de loi (n° 2223) visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales (2^e séance du 25 mars 2010 et 1^{re} séance du 30 mars 2010) ;
- 14 - Proposition de loi constitutionnelle (n° 2422) visant à renforcer l'exigence de parité des candidatures aux élections législatives (1^{re} séance du 20 mai 2010 et 1^{re} séance du 25 mai 2010) ;
- 15 - Proposition de loi (n° 2441) tendant à abroger le bouclier fiscal (1^{re} séance du 20 mai 2010 et 1^{re} séance du 25 mai 2010) ;
- 16 - Proposition de loi Sénat (n° 1450) visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées (1^{re} séance du 17 juin 2010 et 1^{re} séance du 23 juin 2010).

Annexe VIII

Liste chronologique des lois promulguées ^{(1) (2)}

1. 7 octobre 2009 - Loi n° 2009-1186 autorisant l'approbation du protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la Méditerranée (J.O. du 8 octobre 2009) (Pj. S.).
2. 7 octobre 2009 - Loi n° 2009-1187 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter l'accord relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière (J.O. du 8 octobre 2009) (Pj. S.).
3. 7 octobre 2009 - Loi n° 2009-1188 autorisant la ratification de l'accord entre l'Irlande, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume d'Espagne, la République italienne, la République portugaise, la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord établissant un centre opérationnel d'analyse du renseignement maritime pour les stupéfiants (J.O. du 8 octobre 2009) (Pj. S.).
4. 19 octobre 2009 * - Loi n° 2009-1255 tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises et à améliorer le fonctionnement des marchés financiers (J.O. du 20 octobre 2009) (Pn AN) (10 adts).
5. 26 octobre 2009 - Loi n° 2009-1291 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (J.O. du 27 octobre 2009) (Pj. S.) (3 adts).
6. 26 octobre 2009 - Loi n° 2009-1292 autorisant l'approbation de l'accord sur l'enseignement bilingue entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie et ateliers (J.O. du 27 octobre 2009) (Pj. AN).
7. 28 octobre 2009 * - Loi n° 2009-1311 relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (J.O. du 29 octobre 2009) (Pj. S.) (52 adts).
8. 28 octobre 2009 * - Loi n° 2009-1312 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence (J.O. du 29 octobre 2009) (Pn S.).
9. 24 novembre 2009 * - Loi n° 2009-1436 pénitentiaire (J.O. du 25 novembre 2009) (Pj. S.) (33 adts).
10. 24 novembre 2009 * - Loi n° 2009-1437 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (J.O. du 25 novembre 2009) (Pj. AN) (48 adts).
11. 2 décembre 2009 - Loi n° 2009-1470 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital (J.O. du 3 décembre 2009) (Pj. S.).
12. 2 décembre 2009 - Loi n° 2009-1471 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (J.O. du 3 décembre 2009) (Pj. S.).
13. 2 décembre 2009 - Loi n° 2009-1472 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Belgique tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus (J.O. du 3 décembre 2009) (Pj. S.).
14. 4 décembre 2009 - Loi n° 2009-1492 autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (J.O. du 5 décembre 2009) (Pj. S.).
15. 8 décembre 2009 * - Loi n° 2009-1503 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports (J.O. du 9 décembre 2009) (Pj. S.) (25 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

16. 10 décembre 2009 * - Loi organique n° 2009-1523 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution (J.O. du 11 décembre 2009) (Pj. AN) (6 adts).
17. 17 décembre 2009 - Loi n° 2009-1572 relative à la lutte contre la fracture numérique (J.O. du 18 décembre 2009) (Pn S.) (36 adts).
18. 24 décembre 2009 * - Loi n° 2009-1646 de financement de la sécurité sociale pour 2010 (J.O. du 27 décembre 2009) (Pj. AN) (126 adts).
19. 30 décembre 2009 * - Loi n° 2009-1673 de finances pour 2010 (J.O. du 31 décembre 2009) (Pj. AN) (247 adts).
20. 30 décembre 2009 * - Loi n° 2009-1674 de finances rectificative pour 2009 (J.O. du 31 décembre 2009) (Pj. AN) (155 adts).
21. 31 décembre 2009 - Loi n° 2009-1791 autorisant la ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées (J.O. du 3 janvier 2010) (Pj. AN).
22. 31 décembre 2009 - Loi n° 2009-1792 autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de sécurité intérieure entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie (J.O. du 3 janvier 2010) (Pj. AN).
23. 31 décembre 2009 - Loi n° 2009-1793 autorisant l'approbation de l'accord de coopération administrative pour la lutte contre le travail illégal et le respect du droit social en cas de circulation transfrontalière de travailleurs et de services entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas (J.O. du 3 janvier 2010) (Pj. AN).
24. 31 décembre 2009 - Loi n° 2009-1794 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (J.O. du 3 janvier 2010) (Pj. AN).
25. 31 décembre 2009 - Loi n° 2009-1795 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde sur le transfèrement des personnes condamnées (J.O. du 3 janvier 2010) (Pj. AN).
26. 31 décembre 2009 - Loi n° 2009-1796 autorisant l'approbation du protocole à l'accord du 3 juillet 1995 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn relatif aux services aériens (J.O. du 3 janvier 2010) (Pj. AN).
27. 4 janvier 2010 - Loi n° 2010-1 relative à la protection du secret des sources des journalistes (J.O. du 5 janvier 2010) (Pj. AN) (22 adts).
28. 5 janvier 2010 - Loi n° 2010-2 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (J.O. du 6 janvier 2010) (Pj. AN) (2 adts).
29. 25 janvier 2010 * - Loi organique n° 2010-92 modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin (J.O. du 26 janvier 2010) (Pn. S.).
30. 25 janvier 2010 * - Loi organique n° 2010-93 tendant à permettre à Saint-Barthélemy d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans (J.O. du 26 janvier 2010) (Pn. S.).
31. 27 janvier 2010 - Loi n° 2010-97 relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre (J.O. du 28 janvier 2010) (Pn AN).
32. 8 février 2010 - Loi n° 2010-121 tendant à inscrire l'inceste commis sur les mineurs dans le code pénal et à améliorer la détection et la prise en charge des victimes d'actes incestueux (J.O. du 9 février 2010) (Pn AN).(5 adts).
33. 9 février 2010 * - Loi n° 2010-123 relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (J. O. du 10 février 2010) (Pj. S.) (26 adts).
34. 16 février 2010 * - Loi n° 2010-145 organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux (J.O. du 17 février 2010) (Pj. S.).
35. 22 février 2010 - Loi n° 2010-159 autorisant l'approbation de la convention relative à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya arabe, libyenne, populaire et socialiste (J.O. du 23 février 2010) (Pj S.).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

36. 22 février 2010 - Loi n° 2010-160 autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana sur l'éducation et la langue française (J.O. du 23 février 2010) (Pj. S.).
37. 22 février 2010 - Loi n° 2010-161 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (J.O. du 23 février 2010) (Pj. S.).
38. 22 février 2010 - Loi n° 2010-162 autorisant l'approbation de la convention de partenariat entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire (J.O. du 23 février 2010) (Pj. S.).
39. 23 février 2010 * - Loi n° 2010-165 ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (J.O. du 24 février 2010) (Pj. AN) (1 adt).
40. 2 mars 2010 * - Loi n° 2010-201 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public (J.O. du 3 mars 2010) (Pn AN) (18 adts).
41. 2 mars 2010 - Loi n° 2010-202 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Géorgie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (J.O. du 3 mars 2010) (Pj. AN).
42. 2 mars 2010 - Loi n° 2010-203 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur la promotion et la protection réciproques des investissements (J.O. du 3 mars 2010) (Pj. AN).
43. 2 mars 2010 - Loi n° 2010-204 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Angola sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (J.O. du 3 mars 2010) (Pj. AN).
44. 2 mars 2010 - Loi n° 2010-205 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Seychelles sur la promotion et la protection réciproques des investissements (J.O. du 3 mars 2010) (Pj. AN).
45. 2 mars 2010 - Loi n° 2010-206 autorisant l'approbation de l'accord international de 2006 sur les bois tropicaux (J.O. du 3 mars 2010) (Pj. AN).
46. 2 mars 2010 - Loi n° 2010-207 autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (J.O. du 3 mars 2010) (Pj. AN).
47. 2 mars 2010 - Loi n° 2010-208 autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine (J.O. du 3 mars 2010) (Pj. AN).
48. 2 mars 2010 - Loi n° 2010-208 visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie (J.O. du 3 mars 2010) (Pn AN) (4 adts).
49. 9 mars 2010 - Loi n° 2010-237 de finances rectificative pour 2010 (J.O. du 10 mars 2010) (Pj. AN) (26 adts).
50. 9 mars 2010 - Loi n° 2010-238 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (J.O. du 10 mars 2010) (Pn AN) (9 adts).
51. 10 mars 2010 - Loi n° 2010-241 relative au service civique (J.O. du 11 mars 2010) (Pn S.) (44 adts).
52. 10 mars 2010 - Loi n° 2010-242 tendant à amoindrir le risque de récidive pénale et portant diverses dispositions de procédure pénale (J.O. du 11 mars 2010) (Pj. AN) (16 adts).
53. 12 avril 2010 - Loi n° 2010-372 visant à proroger le mandat du Médiateur de la République (J.O. du 15 avril 2010) (Pn S.).
54. 16 avril 2010 - Loi n° 2010-381 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (J.O. du 17 avril 2010) (Pj. S.).
55. 16 avril 2010 - Loi n° 2010-382 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Bahreïn relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure et de défense civile (J.O. du 17 avril 2010) (Pj. S.).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

56. 16 avril 2010 - Loi n° 2010-383 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels (J.O. du 17 avril 2010) (Pj. S.).
57. 16 avril 2010 - Loi n° 2010-384 autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour l'énergie de fusion en vue de la mise en oeuvre conjointe du projet ITER relatif au rôle de l'inspection du travail sur le site de l'Organisation internationale ITER et portant sur la santé et la sécurité au travail (J.O. du 17 avril 2010) (Pj. S.).
58. 7 mai 2010 - Loi n° 2010-463 de finances rectificative pour 2010 (J.O. du 8 mai 2010) (Pj. AN) (3 adts).
59. 12 mai 2010 * - Loi n° 2010-476 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (J.O. du 13 mai 2010) (Pj. AN) (159 adts).
60. 14 mai 2010 - Loi n° 2010-486 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (J.O. du 15 mai 2010) (Pj. AN).
61. 14 mai 2010 - Loi n° 2010-487 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale (J.O. du 15 mai 2010) (Pj. AN).
62. 18 mai 2010 - Loi n° 2010-499 visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement (J.O. du 19 mai 2010) (Pn AN).
63. 18 mai 2010 - Loi n° 2010-500 tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (J.O. du 19 mai 2010) (Pn AN) (3 adts).
64. 18 mai 2010 - Loi n° 2010-501 visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories à la Nouvelle-Zélande et relative à la gestion des collections (J.O. du 19 mai 2010) (Pn S.).
65. 25 mai 2010 * - Loi organique n° 2010-541 prorogeant le mandat des membres du Conseil de la magistrature (J.O. du 26 mai 2010) (Pj. AN).
66. 28 mai 2010. – Loi n° 2010-559 pour le développement des sociétés publiques locales (J.O. du 29 mai 2010) (Pn S.) (4 adts).
67. 3 juin 2010 – Loi n° 2010-597 relative au Grand Paris (J.O. du 5 juin 2010) (Pj. AN) (55 adts).
68. 7 juin 2010. – Loi n° 2010-606 de finances rectificative pour 2010 (J.O. du 8 juin 2010) (Pj. AN) (3 adts).
69. 7 juin 2010. – Loi n° 2010-607 autorisant les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé (J.O. du 8 juin 2010) (Pn S.) (1 adt).
70. 7 juin 2010. – Loi n° 2010-608 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (J.O. du 8 juin 2010) (Pj. AN).
71. 7 juin 2010. – Loi n° 2010-609 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (J.O. du 8 juin 2010) (Pj. AN).
72. 7 juin 2010. – Loi n° 2010-610 autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la République française et le Royaume du Maroc (J.O. du 8 juin 2010) (Pj. AN).
73. 7 juin 2010. – Loi n° 2010-611 autorisant la ratification de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la sélection, à la mise en oeuvre et au financement de deux projets d'autoroutes de la mer entre la France et l'Espagne sur la façade Atlantique Manche mer du Nord (J.O. du 8 juin 2010) (Pj. AN).
74. 7 juin 2010. – Loi n° 2010-612 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la mise en place d'un service de ferroutage entre la France et l'Italie (J.O. du 8 juin 2010) (Pj. AN).
75. 9 juin 2010. – Loi n° 2010-625 relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels (J.O. du 10 juin 2010) (Pn S.) (9 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

76. 9 juin 2010. – Loi n° 2010-626 encadrant la profession d'agent sportif (J.O. du 10 juin 2010) (Pn S.) (6 adts).
77. 15 juin 2010 – Loi n° 2010-658 relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (J.O. du 16 juin 2010) (Pj. AN) (22 adts).
78. 28 juin 2010 * – Loi organique n° 2010-704 relative au Conseil économique, social et environnemental (J.O. du 29 juin 2010) (Pj. AN) (2 adts).
79. 30 juin 2010 - Loi n° 2010-729 tendant à suspendre la commercialisation de biberons produits à base de bisphénol A (J.O. du 1er juillet 2010) (Pn S.).
80. 1^{er} juillet 2010 - Loi n° 2010-737 portant réforme du crédit à la consommation (J.O. du 2 juillet 2010) (Pj. S.) (103 adts).
81. 5 juillet 2010 - Loi n° 2010-751 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (J.O. du 6 juillet 2010) (Pj. AN) (20 adts).
82. 9 juillet 2010 – Loi n° 2010-768 visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale (J.O. du 10 juillet 2010) (Pn AN) (9 adts).
83. 9 juillet 2010 – Loi n° 2010-769 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants (J.O. du 10 juillet 2010) (Pn AN) (35 adts).
84. 12 juillet 2010 - Loi n° 2010-788 portant engagement national pour l'environnement (J.O. du 13 juillet 2010) (Pj. S.) (304 adts).
85. 20 juillet 2010 - Loi n° 2010-819 tendant à l'élimination des armes à sous-munitions (J.O. du 21 juillet 2010) (Pj. S.).
86. 22 juillet 2010 * - Loi organique n° 2010-830 relative à l'application de l'article 65 de la Constitution (J.O. du 23 juillet 2010) (Pj. S.) (7 adts).
87. 22 juillet 2010 - Loi n° 2010-831 autorisant l'adhésion à la convention internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute (J.O. du 23 juillet 2010) (Pj. AN).
88. 22 juillet 2010 - Loi n° 2010-832 de règlement de comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 (J.O. du 23 juillet 2010) (Pj. AN) (3 adts).
89. 23 juillet 2010 * - Loi organique n° 2010-837 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN) (1 adt).
90. 23 juillet 2010 * - Loi n° 2010-838 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN) (4 adts).
91. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-839 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure et de défense civile (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. S.).
92. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-840 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. S.).
93. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-841 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Jersey relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale et à l'imposition des pensions (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
94. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-842 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
95. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-843 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Îles Turques et Caïques relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
96. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-844 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Bermudes relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

97. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-845 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Îles Caïmans relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
98. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-846 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Gibraltar relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
99. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-847 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Saint-Marin relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
100. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-848 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Liechtenstein relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
101. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-849 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
102. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-850 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Guernesey relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
103. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-851 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Île de Man relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
104. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-852 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Îles Vierges britanniques relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN).
105. 23 juillet 2010 - Loi n° 2010-853 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services (J.O. du 24 juillet 2010) (Pj. AN) (77 adts).
106. 27 juillet 2010 - Loi n° 2010-873 relative à l'action extérieure de l'État (J.O. du 28 juillet 2010) (Pj. S.) (13 adts).
107. 27 juillet 2010 - Loi n° 2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche (J.O. du 28 juillet 2010) (Pj. S.) (195 adts).
108. 9 août 2010 *- Loi n° 2010-930 portant adaptation du droit pénal à l'Institution de la Cour pénale internationale (J.O. du 10 août 2010) (Pj. S.).
109. 28 septembre 2010 - Loi n° 2010-1127 visant à lutter contre l'absentéisme (J.O. du 29 septembre 2010) (Pn AN) (5 adts).
110. 30 septembre 2010 - Loi n° 2010-1149 relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques (J.O. du 1^{er} octobre 2010) (Pn AN) (4 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

Annexe IX

Ordre du jour partagé

Textes examinés en application de l'article 48, al. 3 C.

par priorité à la demande du Gouvernement :

- Pj. organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux

autres :

- Pj. portant réforme du crédit à la consommation
- Pj. relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (CMP)
- Pj. relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (CMP)
- Pj. relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée
- Pj. loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (lecture définitive)
- Pn relative à la lutte contre la fracture numérique
- Pn relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre
- Pn de simplification et d'amélioration de la qualité du droit
- Pn relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle
- Pn visant à renforcer la protection des consommateurs en matière de vente à distance
- Pn allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie (2^e lecture)
- Pn régime de publicité applicable devant les juridictions pour mineurs
- Pn débat public sur les problèmes éthiques
- Pn indemnisation des victimes de dommages corporels
- Pn pour le développement des sociétés publiques locales
- Pn visant à encadrer la profession d'agent sportif
- Pn relative à l'expérimentation du dossier médical sur clé USB sécurisée pour les patients atteints d'affections de longue durée
- Pn Sénat tendant à autoriser les petits consommateurs d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé
- Pn de loi relative à l'urbanisme commercial
- Pn de loi de visant à lutter contre l'absentéisme scolaire
- Pn de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques
- Résolution sur l'attachement au respect des valeurs républicaines face au développement de pratiques radicales qui y portent atteinte

Textes examinés en application de l'article 48, al. 4 C.

par priorité à la demande du Gouvernement :

- Pj. de loi de finances rectificative pour 2009
- Pj. de loi de finances rectificative pour 2010 (CMP)
- Pj. relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services

autres :

- Pj. organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution et, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature
- Pj. tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (CMP)
- Pj. S. réforme du crédit à la consommation
- Pj. de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2^e lecture)
- Pj. de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (nouvelle lecture)
- Pj. S. Réseaux consulaires (2^e lecture)

- Pj. Art 65 de la Constitution (CMP)
- Pj. Modernisation des professions judiciaires
- Pn tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques
- Pn tendant à inscrire l'inceste commis sur les mineurs dans le code pénal et à améliorer la détection et la prise en charge des victimes d'actes incestueux (2^e lecture)
- Pn renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public (2^e lecture)
- Pn Détecteurs de fumée (CMP)
- Pn renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes
- Pn Lutte contre l'absentéisme scolaire
- Pn S. exécution des décisions de justice
- Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la manière dont a été programmée, expliquée et gérée la campagne de vaccination contre la grippe H1N1
- Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de spéculation affectant le fonctionnement des économies

Textes examinés en application de l'article 48, al. 5 C.

- Pn relative à la suppression du crédit revolving, à l'encadrement des crédits à la consommation et à l'action de groupe
- Pn Rémunérations des dirigeants d'entreprises et des opérateurs de marché
- Pn relative au droit de finir sa vie dans la dignité
- Pn relative aux fichiers de police
- Pn visant à réguler la concentration dans le secteur des médias
- Pn pour un tiers secteur de l'habitat participatif, diversifié et écologique
- Pn visant à prendre des mesures urgentes pour le logement
- Pn instaurant une planification écologique
- Pn sur le droit au revenu des agriculteurs
- Pn relative à l'extension du régime de retraite complémentaire obligatoire aux conjoints et aides familiaux de l'agriculture
- Pn relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services
- Pn visant à instituer la présence effective de l'avocat dès le début de la garde à vue
- Pn relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes
- Pn visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales
- Pn Sénat visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories et à la gestion des collections
- Pn Sénat relative à la création des maisons d'assistants maternels
- Pn relative aux recherches cliniques ou non interventionnelles impliquant la personne humaine
- Pn visant à renforcer l'exigence de parité aux candidatures aux élections législatives
- Pn tendant à abroger le bouclier fiscal
- Pn visant à étendre la modernisation du dialogue social aux propositions de loi
- Pn visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées
- Pn tendant à suspendre la commercialisation de biberons produits à base de bisphénol A
- Résolution sur l'extension du référendum
- Résolution estimant urgente la création d'un service public bancaire
- Résolution européenne visant à promouvoir l'harmonisation des législations européennes applicables aux droits des femmes suivant le principe de la clause de l'Européenne la plus favorisée
- Résolution sur la situation de M. Ibni Oumar Mahamat Saleh disparu à N'Djamena, capitale du Tchad, le 3 février 2008
- Résolution sur l'égalité reconnaissance des titres d'identité de tous les citoyens français sans distinction d'origine ou de lieu de naissance
- Résolution tendant à réviser le Règlement de l'Assemblée nationale

Annexe XI

Commissions mixtes paritaires

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Orientation et formation professionnelle tout au long de la vie Pj. AN n° 1628 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	06.10.2009	13.10.2009 Assemblée nationale (1 adt)	14.10.2009 Adoption au Sénat
L'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports Pj. S. n° 1507 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	27.10.2009	02.11.2009 Sénat	03.11.2009 Adoption à l'Assemblée nationale
Loi pénitentiaire Pj. S. n° 1506 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	07.10.2009	13.10.2010 Sénat	13.10.2009 Adoption à l'Assemblée nationale
Transfert aux départements des parcs de l'équipement et évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers Pj. S. n° 1585 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	07.10.2009	13.10.2009 Sénat	13.10.2009 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation Pn AN n° 56 Après 2 ^e lecture (demandée par les présidents des 2 assemblées parlementaires)	13.01.2010	23.02.2010 Assemblée nationale	25.02.2010 Adoption au Sénat
Reconnaissance et indemnisation des victimes des essais nucléaires français Pj AN n° 1696 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	25.11.2009	22.12.2009 Assemblée nationale	22.12.2009 Adoption au Sénat
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 Pj. AN n° 1976 Après 1 ^{re} lecture	18.11.2009	25.11.2009 Assemblée nationale (6 adts)	26.11.2009 Adoption au Sénat
Loi de finances pour 2010 Pj. AN n° 1946 Après 1 ^{re} lecture	14.12.2009	18.12.2009 Assemblée nationale (40 adts)	18.12.2009 Adoption au Sénat
Loi de finances rectificative pour 2009 (n° 3) Pj. AN n° 2070 Après 1 ^{re} lecture	21.12.2009	22.12.2009 Assemblée nationale (5 adts)	23.12.2009 Adoption au Sénat
La Poste et les activités postales Pj. S. n° 2060 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	22.12.2009	23.12.2009 Sénat	12.01.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Loi de finances rectificative pour 2010 Pj. AN n° 2239 Après 1 ^{re} lecture	17.02.2010	23.02.2010 Assemblée nationale (4 adts)	25.02.2010 Adoption au Sénat

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale Pj. AN n° 1237 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	22.02.2010	23.02.2010 Assemblée nationale	25.02.2010 Adoption au Sénat
Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution Pj. AN n° 1706 Après 2 ^e lecture	07.04.2010	–	15.06.2010 Adoption en lecture définitive
Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution Pj. AN n° 1706 Après 2 ^e lecture	07.04.2010	31.05.2010 Sénat	15.06.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Entrepreneur individuel à responsabilité limitée Pj. AN n° 2265 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	28.04.2010	05.05.2010 Sénat	12.01.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif au Conseil économique, social et environnemental Pj. AN n° 1891 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	18.05.2010	26.05.2010 Assemblée nationale	27.05.2010 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif au Grand Paris Pj. AN n° 1961 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	20.05.2010	26.05.2010 Sénat	27.05.2010 Adoption au Sénat
Engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) Pj. S. n° 1965 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	16.06.2010	28.06.2010 Sénat	29.06.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Rénovation du dialogue social dans la fonction publique Pj. AN n° 1577 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	08.06.2010	22.06.2010 Sénat (2 adts)	23.06.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution Pj. S. n° 1986 Après 2 ^e lecture	09.06.2010	22.06.2010 Sénat	23.06.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Action extérieure de l'État Pj. S. n° 2339 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	08.07.2010	12.07.2010 Sénat	12.07.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Modernisation de l'agriculture et de la pêche Pj. S. n° 2559 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	08.07.2010	12.07.2010 Assemblée nationale	13.07.2010 Adoption au Sénat
Dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 Pj. S. n° 2592 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	30.09.2010		

Annexe XII

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
576	15.06	l'ensemble du projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (lecture définitive).	325	25	174
590	06.07	la déclaration du Gouvernement sur les orientations des finances publiques pour 2011.	316	194	5

2. Scrutins publics solennels

(décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
433	13.10	l'ensemble du projet de loi relatif à l'ouverture, à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne.	302	206	6
434	20.10	l'ensemble du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés.	302	215	4
435	20.10	l'ensemble de la proposition de loi relative à la suppression du crédit revolving, à l'encadrement des crédits à la consommation et à la protection des consommateurs par l'action de groupe.	213	264	2
436	20.10	l'ensemble de la proposition de loi visant à rendre plus justes et plus transparentes les politiques de rémunérations des dirigeants d'entreprises et des opérateurs de marché.	280	23	2
437	20.10	l'ensemble de la proposition de résolution estimant urgente la mise en oeuvre de l'article 11 de la Constitution sur l'extension du référendum.	188	259	13
443	27.10	la première partie du projet de loi de finances pour 2010.	316	227	6
449	03.11	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010.	316	218	6
453	17.11	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2010.	336	227	2
455	24.11	l'ensemble de la proposition de loi relative au droit de finir sa vie dans la dignité.	202	326	17
456	24.11	l'ensemble du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale.	325	201	2
457	24.11	l'ensemble de la proposition de loi relative aux fichiers de police.	200	296	4
458	24.11	l'ensemble de la proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias.	187	293	–
459	01.12	l'ensemble du projet de loi relatif au Grand Paris.	299	216	3
461	08.12	l'ensemble de la proposition de loi pour un tiers secteur de l'habitat participatif, diversifié et écologique.	176	276	–
462	08.12	l'ensemble de la proposition de loi visant à prendre des mesures urgentes pour le logement.	188	282	2
463	08.12	l'ensemble de la proposition de loi instaurant une planification écologique.	157	283	4

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
464	08.12	l'ensemble de la proposition de résolution estimant urgente la création d'un service public bancaire et financier ainsi que d'un pôle public financier, afin de favoriser le développement humain.	21	288	126
465	08.12	l'ensemble de la proposition de loi sur le droit au revenu des agriculteurs.	167	260	2
467	22.12	l'ensemble du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales.	307	206	2
469	19.01	l'ensemble du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (2 ^e lecture).	296	8	6
470	26.01	l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux.	325	216	3
471	26.01	l'ensemble de la proposition de loi relative à l'extension du régime de retraite complémentaire obligatoire aux conjoints et aides familiaux de l'agriculture.	245	271	8
472	26.01	l'ensemble de la proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services.	153	306	2
476	09.02	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2010.	317	215	13
478	16.02	l'ensemble du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure.	312	214	3
480	23.02	la proposition de résolution européenne visant à promouvoir l'harmonisation des législations européennes applicables aux droits des femmes.	462	7	2
482	30.03	l'ensemble de la proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France.	212	313	2
551	06.04	l'ensemble du projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (deuxième lecture).	299	223	8
553	27.04	l'ensemble du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique.	319	189	–
554	27.04	l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du crédit à la consommation.	308	189	4
555	04.05	l'ensemble du projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services	269	199	19
556	04.05	l'ensemble de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories à la Nouvelle-Zélande et relative à la gestion des collections.	457	8	9
557	04.05	l'ensemble de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création des maisons d'assistants maternels.	296	197	9
558	04.05	l'ensemble de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux recherches cliniques ou non-interventionnelles impliquant la personne humaine.	425	–	22
564	11.05	l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2).	314	213	16
565	11.05	la proposition de résolution sur l'attachement au respect des valeurs républicaines face au développement de pratiques radicales qui y portent atteinte.	434	–	1
566	25.05	l'ensemble de la proposition de loi visant à renforcer l'exigence de parité des candidatures aux élections législatives.	213	290	1
567	25.05	l'ensemble de la proposition de loi tendant à abroger le "bouclier fiscal".	220	276	20
568	25.05	l'ensemble de la proposition de résolution, au titre de l'article 34-1 de la Constitution, sur l'égale reconnaissance des titres d'identité de tous les citoyens français sans distinction d'origine ou de lieu de naissance.	208	273	3

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
569	01.06	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (plan de stabilisation).	462	33	11
570	08.06	l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, de réforme des collectivités territoriales.	276	240	49
574	15.06	l'ensemble du projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité.	294	212	5
578	22.06	l'ensemble de la proposition de loi visant à étendre la modernisation du dialogue social aux propositions de loi.	459	2	2
579	22.06	la proposition de résolution tendant à réviser le Règlement de l'Assemblée nationale.	161	304	4
580	23.06	l'ensemble de la proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées.	109	219	-
581	23.06	l'ensemble de la proposition de loi tendant à suspendre la commercialisation de biberons produits à base de bisphénol A.	364	-	11
582	29.06	l'ensemble de la proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire.	287	216	16
583	30.06	l'ensemble du projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées.	220	46	133
584	30.06	l'ensemble de la proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées.	246	29	124
589	06.07	l'ensemble du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche.	297	193	19
595	13.07	l'ensemble du projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public.	335	1	3
601	15.09	l'ensemble du projet de loi portant réforme des retraites.	329	233	11
602	28.09	l'ensemble du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (2 ^e lecture).	299	241	12

Annexe XIII

Décisions du Conseil Constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires

(Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution	Premier ministre 25.11.2009	2009-595 DC du 03.12.2009	11.12.2009	Conforme avec réserves
Loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin	Premier ministre 22.12.2009	2009-598 DC du 21.01.2010	26.01.2010	Conforme avec réserves
Loi organique tendant à permettre à Saint Barthélemy d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans	Premier ministre 22.12.2009	2009-597 DC du 21.01.2010	26.01.2010	Conforme avec réserves
Loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature	Premier ministre 29.04.2010	2010-606 DC du 20.05.2010	26.05.2010	Conforme
Loi organique relative au Conseil économique, social et environnemental	Premier ministre 27.05.2010	2010-608 DC du 24.06.2010	29.06.2010	Partiellement contraire
Loi organique relative à l'application de l'article 65 de la Constitution	Premier ministre 24.06.2010	2010-611 DC du 19.07.2010	23.07.2010	Partiellement contraire
Loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution	Premier ministre 16.06.2010	2010-609 DC du 12.07.2010	24.07.2010	Conforme

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'article 61, alinéa 2 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises et à améliorer le fonctionnement des marchés financiers	Plus de 60 députés 18.09.2009	2009-589 DC du 14.10.2009	20.10.2009	Partiellement contraire
Loi relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet	Plus de 60 députés 28.09.2009	2009-590 DC du 22.10.2009	29.10.2009	Partiellement contraire
Loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence	Plus de 60 députés 06.10.2009	2009-591 DC du 22.10.2009	29.10.2009	Conforme
Loi relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie	Plus de 60 sénateurs 20.10.2009	2009-592 DC du 19.11.2009	25.11.2009	Conforme
Loi pénitentiaire	Plus de 60 députés 20.10.2009	2009-593 DC du 19.11.2009	25.11.2009	Partiellement contraire
Loi relative à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports	Plus de 60 députés 09.11.2009 Plus de 60 sénateurs 09.11.2009	2009-594 DC du 03.12.2009	09.12.2009	Conforme

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2010	Plus de 60 députés 27.11.2009	2009-596 DC du 22.12.2009	27.12.2009	Partiellement contraire
Loi de finances pour 2010	Plus de 60 députés 22.12.2009 Plus de 60 sénateurs 23.12.2009	2009-599 DC du 29.12.2009	31.12.2009	Partiellement contraire
Loi de finances rectificative pour 2009	Plus de 60 députés 23.12.2009 Plus de 60 sénateurs 23.12.2009	2009-600 DC du 29.12.2009	31.12.2009	Partiellement contraire
Loi relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales	Plus de 60 députés 20.01.2010 Plus de 20 sénateurs 20.01.2010	2010-601 DC du 04.02.2010	10.02.2010	Conforme
Loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux	Plus de 60 députés 02.02.2010 Plus de 60 sénateurs 02.02.2010	2010-603 DC du 11.02.2010	17.02.2010	Conforme
Loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés	Plus de 60 députés 26.01.2010	2010-602 DC du 18.02.2010	24.02.2010	Conforme
Loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public	Plus de 60 députés 18.02.2010 Plus de 60 sénateurs 16.02.2010	2010-604 DC du 25.02.2010	03.03.2010	Partiellement contraire
Loi relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation des jeux d'argent et de hasard en ligne	Plus de 60 députés 13.04.2010	2010-605 DC du 12.05.2010	13.05.2010	Conforme
Loi relative à l'entrepreneur à responsabilité limitée	Plus de 60 députés 17.05.2010 Plus de 60 sénateurs 17.05.2010	2010-607 DC du 10.06.2010	16.06.2010	Partiellement contraire
Loi relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution	Premier ministre 16.06.2010	2010-610 DC du 12.07.2010	24.07.2010	Conforme
Loi portant adaptation du droit pénal à l'Institution de la Cour pénale internationale	Plus de 60 députés 20.07.2010 Plus de 60 sénateurs 20.07.2010	2010-612 DC du 05.08.2010	10.08.2010	Conforme

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique de dispositions du code de la sécurité sociale et de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières	Premier ministre 01.10.2009	2009-218 L du 14.10.2009	23.10.2009	Domaine réglementaire
Nature juridique de dispositions de la loi n° 72 619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions et de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions	Premier ministre 02.02.2010	2010-219 L du 11.02.2009	16.02.2010	Domaine réglementaire

Annexe XIV

Déclarations du Gouvernement

Avec débat (Art. 35 C.)

Aucune déclaration n'a eu lieu durant la période couverte par ce recueil

Avec débat (Art. 72-4 C.)

Date	Objet	Ministre
07.12.2009	Consultation des électeurs de Guyane et de la Martinique	– Mme Marie-Luce Penchard, ministre de l'outre mer

Avec débat (Art. 132 R.)

Date	Objet	Ministre
07.10.2009	Déclaration du Gouvernement sur les suites du sommet du G20 (n° 1154)	– M. François Fillon, Premier ministre – Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi
14.10.2009	Déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009	– M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes – M. Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé des affaires européennes
09.12.2009	Déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 10 et 11 décembre 2009	– M. Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé des affaires européennes
16.12.2009	Situation en Afghanistan	– M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes – M. Hervé Morin, ministre de la Défense
16.06.2010	Déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010	– M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes – M. Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé des affaires européennes
06.07.2010	Orientation des finances publiques pour 2011	– M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État – Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

Débats organisés dans le cadre du contrôle de l'action du Gouvernement et de l'évaluation des politiques publiques

Date	Objet	Ministre
08.12.2009	Identité nationale	– M. Éric Besson, ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire
08.12.2009	Services départementaux d'incendie et de secours	– M. Brice Hortefeux, ministre de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales – M. Alain Marleix, secrétaire d'État à l'intérieur et aux collectivités territoriales
27.01.2010	Sécurité des réseaux d'approvisionnement en électricité	– M. Jean-Louis Borloo, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
28.01.2010	Mobilité des patients	– Mme Roseline Bachelot, ministre de la santé et des sports
28.01.2010	Non-discrimination	– Mme Nora Bera, secrétaire d'État chargée des aînés
28.01.2010	Mise en œuvre du service minimum dans les transports	– Mme Nadine Morano, secrétaire d'État chargée de la famille et de la solidarité
24.02.2010	Développement des transports ferroviaires publics comme réponse aux besoins des populations et des territoires en lien avec la lutte contre les effets de serre	– M. Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports
27.04.2010	Contrôle des passagers des transports aériens dans le cadre de la lutte contre le terrorisme	– M. Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports
28.04.2010	Évolution de l'emploi industriel en France	– M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'industrie
18.05.2010	Application de la loi de modernisation de l'économie	– M. Hervé Novelli, secrétaire d'État chargé du commerce
18.05.2010	Relations entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	– Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État chargée du commerce extérieur
19.05.2010	Politique de la ville	– Mme Fadela Amara, secrétaire d'État chargée de la politique de la ville
19.05.2010	Évolution de la politique immobilière de l'État	– M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État
22.06.2010	Principe de précaution	– M. Jean-Louis Borloo, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer – Mme Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche
24.06.2010	Rupture conventionnelle du contrat de travail	– Mme Nora Bera, secrétaire d'État chargée des aînés

Annexe XV

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat
Premier ministre : F. Fillon	27	0
Affaires étrangères et européennes : B. Kouchner	20	2
Affaires européennes : P. Lellouche (SE).....	22	3
Aînés : N. Berra (SE).....	7	3
Alimentation, agriculture et pêche : B. Le Maire	60	25
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État : É. Woerth	22	2
Budget, comptes publics et réforme de l'État : F. Baroin ⁽¹⁾	32	2
Commerce, artisanat, pme, tourisme, services et consommation : H. Novelli (SE).....	24	8
Commerce extérieur : A.M. Idrac (SE).....	1	0
Coopération et francophonie : A. Joyandet (SE) ⁽²⁾	9	0
Culture et communication : F. Mitterrand.....	12	12
Défense : H. Morin.....	3	9
Défense et anciens combattants : H. Falco (SE)	11	5
Développement de la région capitale : C. Blanc (SE) ⁽²⁾	2	1
Écologie, énergie, développement durable et mer : J.L. Borloo.....	44	30
SE auprès du ministre de l'écologie : V. Létard	4	0
Écologie : C. Jouanno (SE)	12	5
Économie, industrie et emploi : C. Lagarde	52	17
Éducation nationale : L. Chatel.....	48	13
Emploi : L. Wauquiez (SE).....	38	8
Enseignement supérieur et recherche : V. Pecresse	9	5
Espace rural et aménagement du territoire : M. Mercier.....	13	7
Famille et solidarité : N. Morano (SE).....	25	10
Fonction publique : G. Tron (SE) ⁽³⁾	9	0
Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire : É. Besson.....	7	3
Industrie : C. Estrosi.....	61	12
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales : B. Hortefeux.....	64	25
Intérieur et collectivités territoriales : A. Marleix (SE).....	15	5
Jeunesse et solidarités actives : M.P. Daubresse ⁽³⁾	4	3
Justice et libertés : M. Alliot-Marie	32	25
Justice : J.M. Bockel (SE)	5	0
Logement et urbanisme : B. Apparu (SE).....	18	10
Outre-mer : M.L. Penchard	16	5
Plan de relance : P. Devedjian.....	7	0

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat
Politique de la ville : F. Amara (SE)	4	4
Prospective et économie numérique : N. Kosciusko-Morizet (SE)	11	4
Relations avec le Parlement : H. de Raincourt.....	6	0
Santé et sports : R. Bachelot-Narquin	52	43
Solidarités actives contre la pauvreté et jeunesse : M. Hirsch (Haut commissaire) ⁽⁴⁾	8	1
Sports : R. Yade (SE)	7	1
Transports : D. Bussereau (SE).....	14	42
Travail, relations sociales, familiales, solidarité et ville : X. Darcos.....	23	5
Travail, solidarité et fonction publique : É. Woerth ⁽¹⁾	69	11
Total.....	929	366

(1) Ministère dont l'intitulé a changé (décret du 22 mars 2010)

(2) Ministère ayant disparu de la structure ministérielle (décret du 4 juillet 2010)

(3) Ministère ayant été créé (décret du 22 mars 2010)

(4) Ministère ayant disparu de la structure ministérielle (décret du 22 mars 2010)

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre.....	110
Affaires étrangères et européennes	622
Affaires européennes.....	132
Aînés.....	53
Alimentation, agriculture et pêche	1 919
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat	545
Budget, comptes publics et réforme de l'État ⁽¹⁾	309
Commerce, artisanat, pme, tourisme, services et consommation	640
Commerce extérieur	12
Coopération et francophonie ⁽²⁾	67
Culture et communication.....	778
Défense	297
Défense et anciens combattants	663
Développement de la région capitale ⁽²⁾	25
Écologie.....	231
Écologie, énergie, développement durable et mer	2 198
Économie, industrie et emploi.....	2 643
Éducation nationale.....	1 515
Emploi	524
Enseignement supérieur et recherche.....	536
Espace rural et aménagement du territoire.....	180
Famille et solidarité	505
Fonction publique ⁽³⁾	23
Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire.....	317
Industrie	109
Intérieur et collectivités territoriales	95
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales.....	1 730
Jeunesse et solidarités actives ⁽³⁾	39
Justice	74
Justice et libertés.....	1 419
Logement et urbanisme.....	1 124
Outre-mer.....	136
Plan de relance	54
Politique de la ville.....	59
Prospective et économie numérique.....	50
Relations avec le Parlement	46
Santé et sports.....	2 695
SE auprès du ministre de l'écologie	4
Solidarités actives contre la pauvreté et jeunesse ⁽⁴⁾	104
Sports.....	363
Transports.....	855
Travail, relations sociales, famille solidarité et ville	1 074
Travail, solidarité et fonction publique ⁽¹⁾	823
Total	25 697

(1) Ministère dont l'intitulé a changé (décret du 22 mars 2010)

(2) Ministère ayant disparu de la structure ministérielle (décret du 4 juillet 2010)

(3) Ministère ayant été créé (décret du 22 mars 2010)

(4) Ministère ayant disparu de la structure ministérielle (décret du 22 mars 2010)